Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2019)
Heft: 2259

Artikel: Élections fédérales : en battant la campagne : les partis ne proposent guère une réflexion à la mesure de l'enjeu climatique

Autor: Delley, Jean-Daniel

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1020079

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Elections fédérales: en battant la campagne

Les partis ne proposent guère une réflexion à la mesure de l'enjeu climatique

Jean-Daniel Delley - 26 septembre 2019 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/35523

Morne campagne électorale, mis à part quelques rares éclats – la pomme de l'UDC et les pages web du PDC – qui n'ont pas eu plus d'effet que des pétards mouillés. Pas de grands débats, pas d'idées novatrices, pas même l'esquisse de ce à quoi pourrait ressembler la Suisse de demain. Mais partout, dans la presse comme dans les rues, des portraits affichés confirmant la personnalisation croissante de la vie politique.

La campagne adopte clairement la couleur verte pour se mettre au diapason des grèves, manifestations et autres actions de jeunes (et moins jeunes) protestant contre le dérèglement climatique. Ces appels aux autorités à prendre sans tarder les mesures nécessaires auraient dû trouver un écho dans les programmes des partis.

Identifier les causes premières du problème

Laissons de côté l'UDC qui s'est mise hors jeu dans ce dossier. Le sursaut écologique tardif du PLR aboutit à une liste de mesures et à beaucoup de généralités. Ce parti mise sur la responsabilité individuelle, l'innovation et la vérité des coûts, dans le contexte d'une économie forte. Mais il se garde de préciser comment cette économie, jusqu'à présent source d'épuisement des ressources naturelles et de gaspillage, devrait changer pour respecter l'environnement et stabiliser le climat.

Le PDC, qui se définit comme *«le trait d'union»* – nouvelle appellation du centre? – n'est guère disert sur le sujet: une taxe sur les billets d'avion pas plus que les *«succès»* de Doris Leuthard ne font une vraie politique climatique.

Les Verts proposent certes un programme climatique consistant, mais passent rapidement sur la nécessité de transformer l'économie.

Le PSS fait un effort significatif. Son *«Plan Marshall»* pour le climat – on sent là la patte de Roger Nordmann – décline nombre de propositions touchant aussi bien les transports que les bâtiments, l'industrie et l'agriculture, la production d'énergie. Plus que d'un catalogue, il s'agit d'une véritable stratégie qui combine investissements, informations, prescriptions et taxes incitatives. Par ailleurs le plan explicite les coûts induits et la charge afférente à différentes catégories de revenus.

Bien sûr une campagne électorale ne se mène pas à coups d'épais rapports et de stratégies d'action complexes. Le slogan, le message concis et percutant attirent plus l'attention. Mais pour répondre au défi climatique, il faudra plus qu'isoler les bâtiments, taxer le CO_2 et installer des panneaux solaires.

Une logique économique destructrice

L'économiste Werner Vontobel situe précisément le problème en dénonçant une économie des circuits longs: brevetage aux Etats-Unis, production en Chine, montage en Suisse par des ouvriers détachés de Pologne, expédition des déchets en Afrique. Telle est la logique d'une économie qui vise les coûts les plus bas pour des profits les plus élevés. Avec comme conséquences une forte consommation d'énergie et un usage peu économe des matières premières.

Ce modèle économique ne détériore pas seulement l'environnement. Son impact social est lui aussi largement négatif. La globalisation conduit à l'optimisation de la plus-value: par exemple en délocalisant la production ou en menaçant de le faire pour obtenir des baisses de salaire ou d'impôt. Avec à la clé une répartition très inégale des revenus.

C'est donc les modes de création de richesse

caractérisant notre économie qu'il s'agit de repenser. Vontobel évoque l'économie de proximité – les Français parlent d'économie résidentielle. Dans quelle mesure des circuits courts de production et de distribution permettent-ils de satisfaire les besoins d'une collectivité? Quelle est la dose optimale de marché qui permet parallèlement le développement d'une économie de proximité?

Pour répondre à ces questions, les économistes devraient d'abord distinguer coûts et bénéfices du marché au lieu de les additionner au sein d'un PIB qui ne comptabilise que la valeur monétaire des biens et des services.

Dans son discours devant l'Assemblée générale de l'ONU, le président de la Confédération a évoqué les innovations, les solutions techniques et les investissements comme les trois piliers d'une politique climatique efficace. Une manière d'éluder les dysfonctionnements de notre modèle économique et les causes de l'érosion des conditions naturelles indispensables à la vie sur Terre.

Le niveau des mers monte, alors construisons des murs. Ou interrogeons-nous sur les facteurs qui contribuent à ce phénomène et sur les moyens de les contrecarrer. Les débats sur le climat et la détérioration de l'environnement vont se focaliser sur ces deux logiques: conserver les structures de pouvoir ou les transformer.

Quand l'extrême gauche se convertit à la décroissance

Une notion qui mérite mieux, l'écologie politique a une noble histoire

Yvette Jaggi - 06 octobre 2019 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/35543

Surprise: en tête de son affiche électorale et en grosses lettres vertes, la liste vaudoise d'Ensemble à Gauche s'annonce *«Pour une décroissance juste et solidaire»*.

Cette priorité étonnante, c'est à coup sûr l'un des trois députés au Grand Conseil vaudois figurant sur la liste pour le Conseil national qui l'a inspirée: Yvan Luccarini, objecteur de croissance de son état, par ailleurs administrateur et metteur en page de *Moins!*, le vaillant bimestriel romand d'écologie politique paraissant depuis sept ans.

La priorité affichée marque une rupture d'avec le productivisme et la priorité implicitement donnée à la croissance économique comme aide au développement de l'Etat-providence et garante d'un accroissement des revenus du travail – et pas seulement du capital.

Résistance générale et initiatives de base

La décroissance va-t-elle mettre fin à la lutte pour sauver les emplois – et donc aussi les employeurs – dans certains secteurs, tels le nucléaire à Fessenheim, le charbon en Allemagne, les schistes bitumineux en Amérique du Nord?

La question restera rhétorique aussi longtemps que l'idée même de décroissance fera l'objet d'un rejet catégorique. Et aussi longtemps que la peur et le scepticisme accueilleront les propositions différenciées tendant à donner un coup de frein à la croissance, tels l'instauration d'une économie circulaire, la priorité à une agriculture de proximité et le renoncement aux échanges commerciaux à l'échelle intercontinentale en tout cas.

La résistance générale ne décourage pas les auteurs de toutes sortes d'initiatives